



**Mémoire prébudgétaire  
Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2025**

**Déposé par la Coalition pour une saine alimentation  
scolaire**

## **La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande au gouvernement du Canada de :**

**Recommandation 1 :** Accélérer les négociations et la signature d'accords avec les provinces, les territoires et les dirigeants autochtones sur la base de la Politique nationale d'alimentation scolaire afin que l'allocation de 79 millions de dollars du budget 2024 comme investissement de première année du Programme national d'alimentation scolaire puisse soutenir les élèves au cours de l'exercice et de l'année scolaire 2024-25.

**Recommandation 2 :** Faire le suivi de l'engagement fait par le gouvernement dans le budget 2024 de dépenser 201 millions de dollars en 2025-26, 218 millions de dollars en 2026-27, 241 millions de dollars en 2027-28 et 261 millions de dollars en 2028-29.

**Recommandation 3:** Poursuivre les discussions avec les dirigeants autochtones afin de négocier des accords pour la création et/ou l'amélioration de programmes d'alimentation scolaire indépendants fondés sur des distinctions pour les Premières nations, les Métis et les Inuits, avec un financement durable et à long terme.

## Suivi du lancement du programme national d'alimentation scolaire dans le budget 2024

Cher M. Fonseca et membres du comité :

La Coalition pour une saine alimentation scolaire, le plus grand réseau d'alimentation scolaire au Canada, a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme l'annonce par le gouvernement du Canada d'un milliard de dollars sur 5 ans pour un programme national d'alimentation scolaire dans le budget d'avril 2024. Cet investissement fera une différence positive significative dans la vie des enfants et des familles à travers le pays pour les générations à venir.

« Le budget 2024 a annoncé la création d'un Programme national d'alimentation scolaire, qui fournira 1 milliard de dollars sur cinq ans[...] à partir de 2024-25, pour travailler avec les provinces, les territoires et les partenaires autochtones afin d'élargir l'accès aux programmes d'alimentation scolaire. »<sup>1</sup>

L'engagement du gouvernement est d'une importance capitale. Les familles canadiennes sont en difficulté. Les pressions liées à l'inflation des aliments et l'abordabilité sont en tête de liste alors que les coûts d'épicerie continuent de peser sur le budget des ménages. L'accès à des aliments nutritifs est hors de portée pour de plus en plus de familles. Les inquiétudes concernant l'alimentation des enfants et des jeunes, quel que soit leur milieu socio-économique, ne cessent de croître à mesure que s'accumulent les preuves que nos enfants et nos jeunes ne bénéficient pas d'une alimentation adéquate. Seul un tiers des enfants âgés de 4 à 8 ans consomment au moins cinq portions de fruits et légumes, tandis qu'un cinquième seulement des jeunes âgés de 12 à 17 ans atteignent les apports journaliers recommandés en fruits et légumes<sup>2</sup>. Les effets à long terme d'une mauvaise alimentation sur la santé des enfants, notamment l'augmentation des maladies liées à l'alimentation telles que le diabète de type 2, les maladies cardiaques et le cancer, suscitent de vives inquiétudes.

La Coalition a également salué la Politique nationale d'alimentation en milieu scolaire, publiée le 20 juin 2024. La Politique nationale d'alimentation scolaire du Canada fournit un excellent cadre pour les accords entre les provinces, les territoires et les dirigeants autochtones, ainsi que pour l'expansion à long terme du Programme national d'alimentation scolaire

La Coalition est heureuse de constater que l'accent mis sur tous les enfants et les jeunes ainsi que sur les pratiques non stigmatisantes et favorables à la santé, et le soutien aux systèmes alimentaires locaux, à l'environnement et à la culture, sont conformes à nos principes directeurs et à nos déclarations.

---

<sup>1</sup> Le Gouvernement du Canada, [le Budget de 2024](#)

<sup>2</sup> [Polsky et Garriguet, 2020](#) (Tableau 5); [Statistics Canada, 2023](#)

## La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande au gouvernement du Canada :

- **Investissement:**
  - Accélérer les négociations et la signature d'accords avec les provinces, les territoires et les dirigeants autochtones sur la base de la Politique nationale d'alimentation scolaire afin que l'allocation de 79 millions de dollars du budget 2024 en tant qu'investissement de première année du Programme national d'alimentation scolaire puisse soutenir les élèves au cours de l'exercice financier et de l'année scolaire 2024-25.
  - Donner suite à l'engagement pris par le gouvernement dans le budget 2024 de dépenser 201 millions de dollars en 2025-26, 218 millions de dollars en 2026-27, 241 millions de dollars en 2027-28 et 261 millions de dollars en 2028-29.
- **Programmes dirigés par des autochtones:** Poursuivre les discussions avec les dirigeants autochtones afin de négocier des accords pour la création et/ou l'amélioration de programmes de repas scolaires indépendants fondés sur des distinctions pour les Premières nations, les Métis et les Inuits, avec un financement durable et à long terme.

La Coalition, un réseau non partisan de plus de 450 organisations membres et sympathisants dans tout le Canada, plaide en faveur d'un investissement public dans un programme universel de repas scolaires nutritifs à coûts partagés, assorti de normes cohérentes. Notre vision est que les quelque cinq millions et demi d'enfants âgés de 3 à 18 ans inscrits dans les écoles primaires et secondaires du Canada aient un jour accès à un repas sain à l'école.

La Coalition a mené de vastes consultations auprès de ses membres, de ses sympathisants et des parties prenantes à travers le Canada afin d'élaborer les recommandations et les arguments à l'appui de ce mémoire. Nous les présentons en appuyant fermement la création par le gouvernement du Programme national d'alimentation scolaire dans le budget 2024 et de la Politique nationale d'alimentation scolaire en juin 2024.

Nous vous exhortons à poursuivre l'important élan que vous avez amorcé.

Cordialement,



Debbie Field  
Coordinatrice  
La Coalition pour une saine  
alimentation scolaire



Wade Thorhaug  
Co-directeur générale  
Réseau pour une alimentation  
durable

## L'annonce du programme national d'alimentation scolaire dans l'investissement du budget 2024 :

L'investissement d'un milliard de dollars sur cinq ans dans le budget 2024 soutiendra la réalisation d'éléments et d'objectifs importants :

1. **Livraison de repas scolaires sains:** soutien aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones pour augmenter leurs investissements dans les programmes de repas scolaires, fournis par le biais de partenariats locaux appropriés conformément à la vision de la Politique nationale d'alimentation scolaire.
2. **Faire face à la crise du coût de la vie:** La recherche montre que la gratuité universelle des repas scolaires (petits déjeuners et déjeuners) peut apporter un soulagement immédiat au budget des ménages et permettre aux familles d'économiser entre 130 et 190 dollars par enfant et par mois en produits alimentaires, soit entre 2 600 et 3 800 dollars par an pour deux enfants<sup>3</sup>.
3. **Améliorer les résultats scolaires:** Lorsque les enfants ont accès à des aliments nutritifs à l'école, les recherches montrent qu'ils sont plus aptes à prêter attention, à être vigilants, à obtenir de bons résultats en mathématiques, en lecture et dans d'autres tests standardisés<sup>4</sup>, ainsi qu'à prendre des initiatives, à participer en classe, à résoudre des conflits et à résoudre des problèmes.
4. **Renforcement de la culture alimentaire et des habitudes alimentaires tout au long de la vie:** influence sur la conscience, les connaissances et les habitudes alimentaires des enfants par une combinaison de leadership par l'exemple dans l'approvisionnement, la préparation et la livraison des repas scolaires, et le soutien au développement et au partage des connaissances, des informations et des compétences dans des initiatives alignées sur le programme de repas scolaires.
5. **Soutenir la croissance économique, la création d'emplois et les systèmes alimentaires locaux:** S'inspirant des exemples de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard et de pays du monde entier, le programme national d'alimentation scolaire soutiendra l'achat d'aliments locaux. Ce faisant, il créera des marchés prévisibles pour les producteurs d'aliments, créera des possibilités d'emploi pour les agriculteurs, les travailleurs des services alimentaires et de la distribution, et renforcera les systèmes alimentaires locaux et le secteur agroalimentaire.
6. **Promotion de politiques et de pratiques responsables et solidaires en matière d'alimentation scolaire:** sensibilisation et action visant à promouvoir l'accès à des aliments sains dans les écoles et à empêcher la commercialisation d'aliments malsains auprès des

---

<sup>3</sup> [The Economic Rationale for Investing in School Meal Programs for Canada](#) (disponible en anglais seulement)

<sup>4</sup> [Anderson et al. 2017; Centre for Disease Control and Prevention, 2015](#)

élèves.

7. **Développement de l'approvisionnement et de la production d'aliments locaux, durables sur le plan environnemental et culturellement appropriés:** production et approvisionnement d'aliments appropriés pour les programmes de repas scolaires et qui soutiennent l'établissement et la viabilité des producteurs, fournisseurs et préparateurs d'aliments locaux et durables, y compris les aliments traditionnels et de pays.
8. **Prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes:** Une étude suédoise a montré que l'accès à des programmes de repas gratuits augmentait de 5 % la participation des mères au marché du travail, tandis que les parents et les femmes qui travaillent en particulier bénéficient d'une réduction du stress et du temps consacré à l'emballage des repas scolaires.
9. **Amélioration de la santé:** Les enfants consomment un tiers de leur alimentation quotidienne à l'école, ce qui fait des programmes d'alimentation scolaire un moyen idéal de soutenir une alimentation nutritive pour tous les enfants. Les programmes d'alimentation scolaire contribueront à réduire les 13 milliards de dollars de coûts annuels des maladies liées à l'alimentation au Canada en favorisant la santé physique et mentale des enfants et en encourageant des comportements alimentaires sains qui peuvent durer toute la vie.
10. **Alignement sur d'autres objectifs gouvernementaux:** Le programme national d'alimentation scolaire s'ajoute aux services universels de garde d'enfants et à la Prestation canadienne pour enfants en tant que soutiens familiaux cruciaux. Il aura un impact durable sur la société canadienne, tout comme les soins de santé universels et l'éducation publique de la maternelle à la 12e année qui ont transformé la vie des Canadiens au cours des dernières décennies.

Investir dans l'alimentation scolaire est une excellente politique économique qui contribuera à faire avancer de multiples priorités fédérales. Dans l'ensemble, les programmes d'alimentation scolaire offrent un retour sur investissement de 2,5 à 7 fois pour chaque dollar investi, en termes d'avantages économiques et de santé.

### **Principes de la Politique nationale d'alimentation scolaire**

- **Accessibilité :** Les enfants et les jeunes peuvent participer aux programmes d'alimentation scolaire sans stigmatisation ni obstacles.
- **Promotion de la santé :** Les aliments servis sont conformes aux recommandations en matière d'alimentation saine du Guide alimentaire canadien, et les enfants et les jeunes sont aidés à développer des comportements et des attitudes sains en matière d'alimentation, ainsi que des connaissances et des compétences dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition.
- **Inclusivité :** Les enfants et les jeunes ont accès à des programmes d'alimentation scolaire culturellement adaptés, pertinents et inclusifs qui impliquent les élèves et la communauté

dans son ensemble.

- **Flexibilité** : Les aliments sont d'origine locale dans la mesure du possible et reflètent les circonstances locales et régionales.
- **Durabilité** : Les programmes sont conçus pour être écologiquement viables et dotés de ressources suffisantes.
- **Responsabilisation** : Suivi et évaluation cohérents et transparents pour s'assurer que les programmes atteignent les objectifs de la politique.

La Coalition s'est réjouie de voir ces principes, qui sont tout à fait en ligne avec les [8 principes directeurs](#) de la Coalition.

Nous saluons également les **objectifs de la Politique nationale d'alimentation scolaire** :

### **Travailler progressivement vers l'objectif à long terme de l'accès universel**

Cet objectif vise à développer et à étendre continuellement les programmes aux communautés, en particulier lorsqu'elles sont mal desservies ou lorsque les communautés et les populations sont confrontées à des obstacles pour accéder à des aliments nutritifs, ainsi qu'à offrir des repas « dans un environnement conçu pour minimiser ou éliminer la stigmatisation ».

### **Accroître les investissements dans l'alimentation scolaire afin que les programmes puissent fonctionner de manière durable**

Cet objectif mentionne l'amélioration et l'augmentation du financement et l'exploration de la manière dont différents modèles de financement pourraient être mis en œuvre, la nécessité de soutenir les investissements dans l'infrastructure et le personnel, et de « prendre des mesures pour encourager les pratiques durables ».

### **Aider les enfants à satisfaire leurs besoins nutritionnels et sanitaires, à développer des comportements et des attitudes sains en matière d'alimentation, ainsi que des connaissances et des compétences dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition.**

Cet objectif vise à « aligner les repas, les collations, les expériences et l'éducation sur le Guide alimentaire canadien et les lignes directrices provinciales ou territoriales en matière de nutrition », à soutenir les possibilités d'apprentissage pratique et adapté à l'âge « liées à l'alimentation, à la nutrition et/ou aux systèmes alimentaires » et le développement de compétences alimentaires, et à « protéger les enfants contre la commercialisation de marques d'aliments et de boissons et d'aliments et de boissons hautement transformés et à les sensibiliser davantage aux effets de la commercialisation des aliments sur le choix des aliments ».

### **Promouvoir une programmation culturellement appropriée, pertinente et inclusive**

Cet objectif vise à soutenir les programmes qui permettent aux enfants de découvrir d'autres cultures, à veiller à ce que les programmes soient culturellement adaptés, à faire participer les élèves à la planification des menus et à la préparation des aliments dans la mesure du possible, et à

impliquer les élèves, les parents et la communauté.

### **Créer des opportunités pour les économies locales et tenir compte des circonstances locales et régionales**

Cet objectif vise à « maximiser les possibilités de s'approvisionner localement en aliments et à favoriser les liens avec les producteurs, chasseurs et récoltants, transformateurs et fournisseurs locaux », à soutenir les économies locales, à assurer des partenariats de soutien et à favoriser « la participation des groupes sous-représentés dans le secteur agricole et alimentaire canadien ».

En ce qui concerne les prochaines étapes, la politique indique qu'elle continuera à collaborer avec des partenaires de tout le Canada, y compris avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec les Premières nations, les Inuits et les Métis, afin de faire progresser la vision de la politique. En conclusion, la politique stipule que « **le gouvernement du Canada travaillera avec les autres ordres de gouvernement, les partenaires et les parties prenantes pour explorer les moyens d'améliorer l'accès à l'information sur les programmes d'alimentation scolaire, rendre compte des progrès accomplis et partager les meilleures pratiques** ».

Nous sommes impatients de travailler dans chaque province et territoire pour aider à faire en sorte que les accords avec les provinces et les territoires soient négociés et signés le plus rapidement possible afin que les programmes à travers le pays puissent immédiatement se mettre au travail pour aider plus d'enfants et de jeunes à avoir accès à des aliments nutritifs pendant leur journée d'école.

La Coalition est fière d'avoir participé au mouvement pour l'alimentation scolaire au Canada qui a inspiré cette politique, et nous sommes heureux de pouvoir travailler avec le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires, et les dirigeants autochtones dans les mois et les années à venir pour faire avancer la politique.

### **À propos de la Coalition pour une saine alimentation scolaire**

La Coalition pour une saine alimentation scolaire compte plus de 330 organisations membres à but non lucratif et plus de 140 sympathisants, dont des organisations à but non lucratif, des agences gouvernementales et des milliers de partisans de tout le Canada. Elle milite pour la création d'un programme universel d'alimentation scolaire à frais partagés qui permettrait à tous les élèves de la maternelle à la 12e année d'avoir un accès quotidien à une alimentation saine à l'école. En s'appuyant sur les programmes existants dans tout le pays, la Coalition envisage que toutes les écoles finissent par servir un repas ou une collation saine à peu de frais, voire gratuitement, pour les élèves. Ces programmes comprendront une éducation alimentaire et serviront des aliments culturellement appropriés, locaux et durables dans toute la mesure du possible.